

PREFET DE LA DORDOGNE

Arrêté
portant approbation de la révision
de la carte communale applicable
sur la commune d'Echourgnac

Le Préfet de la Dordogne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 124-1, L. 124-2, R. 124-4 à R. 124-8,

VU la carte communale approuvée par le Préfet le 21 février 2006,

VU la demande en date du 23 février 2012 de la commune d'Echourgnac de réviser sa carte communale,

VU la désignation de M. Alain Lespinasse, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du Maire de la commune d'Echourgnac en date du 23 février 2012 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 19 mars 2012 au 19 avril 2012 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

VU la délibération du conseil municipal en date du 30 novembre 2012 approuvant la révision de la carte communale,

VU l'avis des services consultés,

VU l'avis de la C.D.C.E.A. en date du 10 octobre 2012,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne,

ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale d'Echourgnac, annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R. 124-1 à R. 124-3 du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un document graphique (2 plans de zonage)

Article 3 : Le dossier de révision de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- à la mairie d'Echourgnac
 - au service territorial de la Vallée de l'Isle
- aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : En application de l'article L 422-1 du Code de l'Urbanisme, la commune est compétente pour délivrer les autorisations d'occupation des sols.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire d'Echourgnac.

Article 6 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil municipal approuvant la carte communale seront affichés en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 8 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 6 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne, le Maire de la commune d'Echourgnac, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le

08 FEV. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Jeah-Louis AMAT

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre de 15 euros).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

PREFET DE LA DORDOGNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DE LA
DORDOGNE

SERVICE URBANISME
HABITAT CONSTRUCTION

SUHC/ Planification

Affaire suivie par :
Marielle CHAUME

Périgueux, le

08 FEV. 2013

LE PREFET DE LA DORDOGNE

à

☎ : 05 53 03 67 75

☎ : 05 53 45 56 50

mél: francine-marielle.chaume@dordogne.gouv.fr

Monsieur le maire

Mairie

24410 ECHOURGNAC

Objet : Révision de la carte communale d'Echourgnac.

P. J. : - Avis du STAP et carte en date du 21 décembre 2012, avis de l'ARS en date du 8 janvier 2013.
- Avis de la DDT.

Par délibération en date du 30 novembre 2012, la commune a approuvé la révision de sa carte communale établie en application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite de solidarité et de renouvellement urbains et de la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 dite d'urbanisme et d'habitat.

Le dossier de carte communale a été soumis à l'avis des divers services : l'Agence Régionale de Santé (délégation Dordogne), la Direction Départementale des Territoires, le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine, la Chambre d'Agriculture, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, le Conseil Général et le Centre Régional de la Propriété Forestière d'Aquitaine.

Pour la Direction Départementale des Territoires :
Avis favorable à l'approbation de ce dossier (voir avis ci-joint).

Pour le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine :
Avis favorable à l'approbation de ce dossier.
Ce service informe de la mise à jour des protections monuments historiques (voir avis ci-joint).

Pour l'Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale de la Dordogne :
Ce service émet un avis sans objection assorti d'observations (voir avis ci-joint).

Le dossier n'a pas fait l'objet d'observations de la part des autres services consultés.

En conséquence, j'ai approuvé et pris à cet effet l'arrêté joint au dossier ci-annexé qui paraîtra au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Je vous rappelle qu'il vous appartiendra d'afficher la délibération ainsi que l'arrêté préfectoral pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et habilité. Une copie des justificatifs de ces formalités sera transmise au service territorial concerné de la DDT.

Fait à Périgueux, le

Le Préfet,

08 FEV. 2013

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Jean-Louis AMAT

PREFET DE DORDOGNE

Direction régionale des
affaires culturelles
d'Aquitaine

Service territorial de
l'architecture et du
patrimoine

Périgueux, le 21 décembre 2012

Direction Départementale des Territoires
Service Urbanisme Habitat Construction
A l'attention de Madame Marielle Chaume
Cité administrative
24000 Périgueux

Affaire suivie par : Fabrice Goulin/MB
fabrice.goulin@culture.gouv.fr

2, Rue de La Cité
CS 31202
24019 - Périgueux cedex

Téléphone 05 53 08 20 60
Télécopie 05 53 09 47 24
sdap.dordogne@culture.gouv.fr

Objet : Echourgnac – Révision de la carte communale

Réf. : Votre courrier du 19.12.2012

P.J. : Dossier en retour
Un plan

Par courrier cité en référence vous m'avez transmis pour avis le dossier de révision de la carte communale de Echourgnac.

J'émet un avis favorable sur le zonage présenté dans ce document.

En revanche, le service territorial de l'architecture et du patrimoine vient de faire une mise à jour des protections monuments historiques, et ce en les positionnant précisément sur le cadastre. Ceci entraîne un léger décalage du périmètre de protection, et c'est pour cette raison que vous trouverez ci-joint un plan reportant cette servitude.

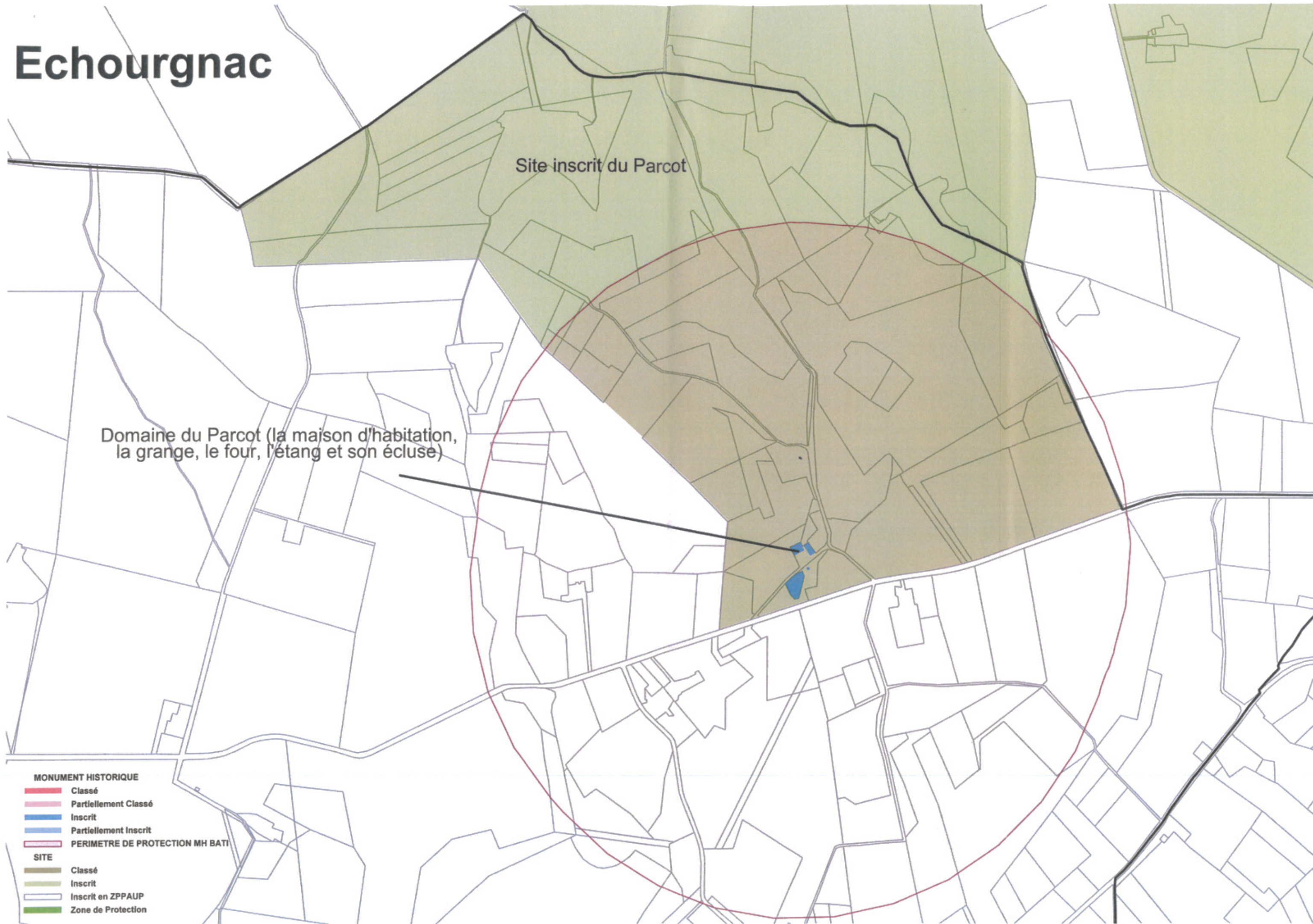
En cas de besoin pour le bureau d'études, ces données sont téléchargeables sur <http://atlas.patrimoines.culture.fr>.

Je me tiens à votre disposition ou à celle du bureau d'études pour toute précision complémentaire.

Philippe Rochas
Architecte des bâtiments de France
Architecte et Urbaniste en chef de l'Etat
Chef du STAP de la Dordogne



Echourgnac



9 JAN. 2013

Service : Santé-Environnement
Dossier suivi par : Mme Nicole Tilleman
Téléphone : 05 53 03 11 04
Fax : 05 53 09 54 97
Courriel : ars-dt24-sante-environnement@ars.sante.fr

Les Services de l'Etat
Cité administrative
DDT-SUHC
24024 PERIGUEUX CEDEX-ci-

(à l'attention de Marielle Chaume)

Périgueux, le 8 janvier 2013

OBJET : Commune d'Echourgnac
Carte communale
RÉF. : Votre courrier du 19 décembre 2012

Par courrier visé en référence, vous m'avez adressé, pour avis, le projet de révision de la carte communale de la commune d'Echourgnac, approuvé par le conseil municipal le 30 novembre 2012.

Après examen du dossier, je donne, en ce qui me concerne, un avis favorable.

Toutefois, j'aurai les remarques suivantes à faire sur le rapport de présentation :

- à la page 20, au paragraphe concernant le risque d'exposition au plomb, il est fait référence à un arrêté préfectoral classant le département en zone à risque d'exposition au plomb. Ce paragraphe doit être supprimé, l'arrêté étant caduc depuis la parution du décret du 25 avril 2006 modifiant les articles R.1334-1 à R.1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- à la page 30, au paragraphe 3.5.1 relatif à l'adduction d'eau potable, il y a contradiction entre la phrase : « aucun forage n'existe sur la commune » et la phrase suivante : « dans l'attente de la mise en place des périmètres de protection de ce captage, il convient d'éviter toute construction ou toute zone constructible à proximité ». Cette dernière phrase est donc à supprimer.

P/La Directrice
de la Délégation Territoriale Départementale,
L'Ingénieur Sanitaire



Jean-Claude Fröchen

P.J. : 1



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DORDOGNE

Direction départementale
des territoires

Service Urbanisme Habitat Construction

Pôle Planification et Affaires Juridiques

Marielle CHAUME

mél : francine-marielle.chaume@dordogne.gouv.fr

Périgueux, le 05 février 2013

Monsieur le Secrétaire Général
Sous-Préfet de l'arrondissement de Périgueux
PREFECTURE
2, rue Paul Louis-Courier
24016 PERIGUEUX cedex

Objet : Commune d'Echourgnac - Révision de la carte communale : Avis de la DDT.

P. J. : Avis de la C.D.C.E.A. du 10 octobre 2012.

L'enquête publique s'est déroulée du 19 mars 2012 au 19 avril 2012.

Le dossier de révision de la carte communale a été soumis le 10 octobre 2012 à l'avis (simple) de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (C.D.C.E.A.).

Sur les 3 secteurs concernés, 1 secteur a fait l'objet d'une demande de retrait de la commission (parcelle n° 204).

Le dossier approuvé par la collectivité (le 30 novembre 2012) tient compte de cette demande de retrait.

La Direction Départementale des Territoires émet un avis favorable à l'approbation de ce dossier.

Le rapport de présentation :

Risque retrait gonflement des argiles :

Le phénomène est décrit au chapitre des contraintes du territoire et la cartographie est présente en annexe 2. Le règlement type définissant les modalités de construction sur sol argileux aurait pu être intégré au rapport de présentation. Celui-ci a déjà été fourni à la commune mais est également disponible à l'adresse suivante :

<http://www.dordogne.developpement-durable-durable.gouv.fr/reglement-retrait-gonflementdes-a459.html>

Risque sismique :

La commune se trouve classée en zone 1 « risque sismique très faible ». Cette information aurait dû figurer dans le rapport.

Compte tenu de ce qui précède et des avis des autres services et organismes, je vous transmets, ci-joint, un projet d'arrêté d'approbation de ce dossier ainsi qu'un projet de lettre de transmission au Maire de la commune.

Pour le Directeur Départemental des Territoires,
Le Chef du Service Urbanisme Habitat Construction,



Serge SOLEILHAVOUP



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DORDOGNE

Direction départementale des territoires
Commission départementale de consommation des
espaces agricoles
Céline DELRIEUX

Périgueux le 24 octobre 2012

Le préfet de la Dordogne

à

Monsieur le maire
24410 Échourgnac

Objet : Avis de la commission départementale des espaces agricoles du 10 octobre 2012

Conformément aux dispositions de l'article 51 de la LMPA (loi de modernisation de la pêche et de l'agriculture) du 27 juillet 2010, vous avez sollicité l'avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) sur le dossier du projet de révision de la carte communale de la commune de Echourgnac.

Lors de sa séance du 10 octobre 2012, la commission a émis l'avis suivant sur ce dossier :

Zones soumises à l'avis de la commission :

Zone 1 – Les Jartissoux : surface disponible 1,27 ha.

La commission émet un avis **favorable**.

Zone 2 – Claud Barras : surface disponible 2,72 ha.

La commission émet un avis **favorable**.

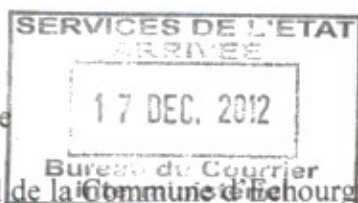
3 – Le Bourg : surface disponible 7,46 ha.

La commission émet un avis **favorable** pour l'extension au nord-est et un avis **défavorable** pour l'extension au sud (**parcelle 204**). En effet, cette extension entame un espace agricole important.

Il est à noter que la délibération d'approbation du dossier devra viser le présent avis.

Le préfet,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Nombre de Conseillers

En exercice : 10

Présents : 09

Votants : 09

L'an deux mille douze
Le 30 novembre.

Le Conseil Municipal de la Commune d'Echougnac, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de SEGONZAC Patrick, le Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 22 novembre 2012.

PRESENTS : MM. (Mmes) : DAGASSAN Christian, DESPLAT Maryse, GARLOPEAU Guy, GENESTE Christine, GUERIN Patrice, MATHIAS Guillaume, MURAT Guy, RICHARDS Stephen.

Absent : GIMEL Françoise excusés.

Conformément à l'article 29 du code de l'administration communale, il a été procédé à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil Municipal, M. MATHIAS Guillaume a été désignée pour remplir ces fonctions en ayant obtenu la majorité des suffrages, fonctions qu'il a acceptées.

OBJET : Approbation de la carte Communale.

Délibération n°31

M. le Maire présente au Conseil Municipal le dossier final de la révision de la carte communale après les avis des différentes administrations concernées.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants ;

Considérant qu'une enquête publique s'est déroulée du lundi 19 mars 2012 au jeudi 19 avril 2012 inclus ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient quelques modifications mineures de la carte communale en cours d'élaboration ;

Considérant que la carte communale, telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée conformément aux articles L. 124-2 et R. 124-7 et suivants du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Abstention : 00

Voix pour : 08

Voix contre : 01

Décide d'approuver l'élaboration de la carte communale telle qu'elle est annexée à la présente ;

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R. 124-8 du code de l'urbanisme, d'un affichage pendant un mois en mairie et d'une mention dans un journal ;

Dit que, conformément à l'article L. 124-2 du code de l'urbanisme, la carte communale approuvée est tenue à la disposition du public ;

Dit que conformément à l'article R. 124-8 du code de l'urbanisme, la présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.